

Groupe Socialiste National d'Entreprise EDF-GDF GSEN EDF-GDF



Une contribution à la réflexion du GSEN EDF-GDF :
7 mai 2008

Mail : gsen.edfgdf@free.fr
<http://gsen.edfgdf.free.fr>

Energie et Développement Durable (à propos de la nouvelle déclaration de principes du Parti Socialiste)

Jean-Pierre Monterrey

Là-bas et un jour, Ici et maintenant...ou la confusion des temps

Au moment où se développent les émeutes de la faim dans le monde, on ressent naturellement une certaine gêne à aborder aujourd'hui une question, comme celle du développement durable. Vouloir parler de demain, alors que c'est des problèmes d'aujourd'hui qu'il s'agit, n'est pas acceptable.

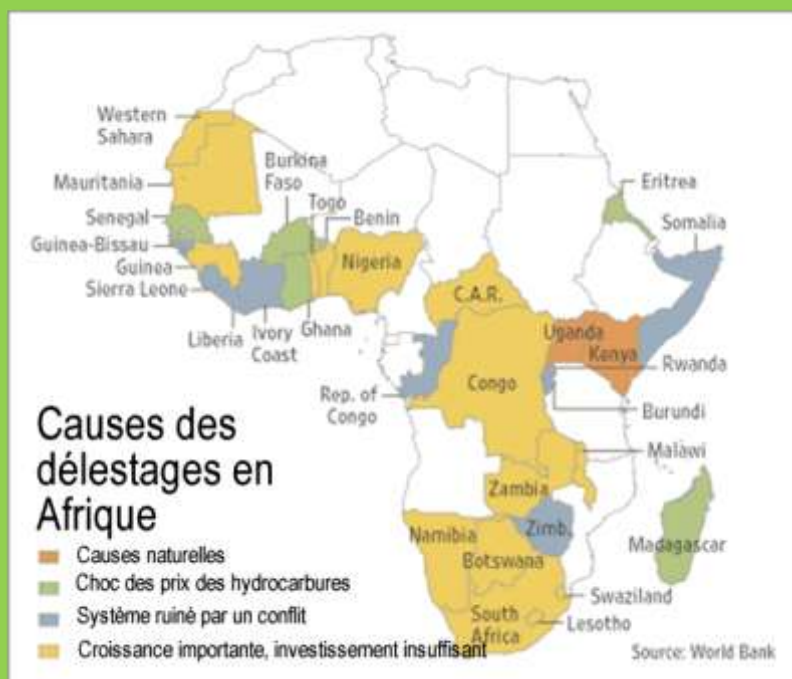
Requis par d'autres priorités, dont celle du démantèlement du système énergétique français et sa restructuration sur l'axe de la concurrence et du marché, les socialistes du GSEN-EDFGDF avait jusqu'à présent été conduits à délaisser toute réflexion théorique et tout développement rhétorique autour de cette notion, apparue sous cette dénomination au tournant des années 90, et répandue depuis largement par la magie communicationnelle.

La flambée mondiale des prix des céréales provoque dans 37 pays pauvres une situation d'urgence, allant jusqu'à des émeutes de la faim, s'est alarmée vendredi 11 avril la FAO (Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture). La facture des importations céréalières des pays les plus pauvres va augmenter de 56% en 2008, après une hausse de 37% en 2007, a indiqué Jacques Diouf, son directeur général, lors d'une conférence de presse. Les pauvres en Afrique, lorsqu'ils ont accès à l'électricité, sont habitués depuis longtemps aux coupures de courant. Selon la Banque mondiale, 35 pays d'Afrique sont victimes de délestages fréquents et intempestifs. Cette situation génère la violence et provoque une instabilité supplémentaire. Récemment des habitants de Port Harcourt, deuxième ville du Nigéria avec plus

Figure N° 1 : la couverture de l'hebdomadaire américain Time du 25 avril 2008 (groupe Time Warner AOL)



Figure N° 2 : les délestages électriques en Afrique aujourd'hui (source WB) et leurs causes



d'un million d'habitants, siège des multinationales du pétrole qui exploitent l'huile et le gaz du delta du Niger, lassés de régler les factures d'une électricité intermittente et inexistante ont chassé les relevés à coup de machettes. En Afrique du Sud, Eskom prend des mesures drastiques pour prévenir l'effondrement de son réseau. La compagnie électrique sud-africaine a demandé le mois dernier au régulateur l'autorisation d'augmenter ses tarifs de 50% pour réduire la demande d'électricité (!). Elle a recours à des délestages programmés. Elle a également réduit la puissance fournie à la puissante industrie minière, ce qui a servi de prétexte supplémentaire à une augmentation des prix de l'or et du platine. Depuis 2000, le PNB de l'Afrique du Sud a plus que doublé de \$133 milliards en 2000 à \$272 milliards l'année dernière. Et pourtant, le réseau électrique du pays n'a pas suivi. Aucune nouvelle centrale n'a été commandée depuis 2004. En raison de l'augmentation très rapide des prix des ressources minérales naturelles/commodities, dont regorge le sous-sol de

ce pays, les compagnies minières tournent à plein. Les banques d'investissements et autres investisseurs privés se sont précipités pour y faire des acquisitions ou organiser des regroupements et toute sorte d'affaires. L'industrie minière, très intensive en énergie, a mis une pression supplémentaire sur le réseau. La nécessité de creuser plus profond à la recherche des minerais et de réserves supplémentaires a exigé toujours plus d'énergie. L'industrie minière, responsable de 7% de la production intérieure brute, prélève 17% de la production électrique du pays. (<http://gsenedfgdf.free.fr/congres/c2pays.htm>) Une fois de plus, en Afrique du Sud et de nos jours, les lois de l'économie énergétique se rappellent à ceux qui tendent toujours à les oublier, obsédés qu'ils sont par l'appât du gain et l'appropriation privée et immédiate à laquelle ils se livrent toujours en priorité. Les investissements énergétiques ne sont pas faits et les populations plongées dans l'obscurité par les délestages ou forcés à consommer moins par des prix délirant, pour pallier cette fatalité. En Afrique du Sud, où six cent mille hommes, femmes et enfants sont morts depuis 1997 des suites du Sida, dans ce pays même où en août 2002 se réunissait un fameux sommet du Développement Durable, où les firmes multinationales tinrent à prendre le devant de la scène, c'est bien sur évidemment beaucoup plus qu'un symbole !

Figure N° 3 : évolution du nombre de morts du sida, plus d'un million de morts par an depuis 1996, plus de deux millions depuis 2003

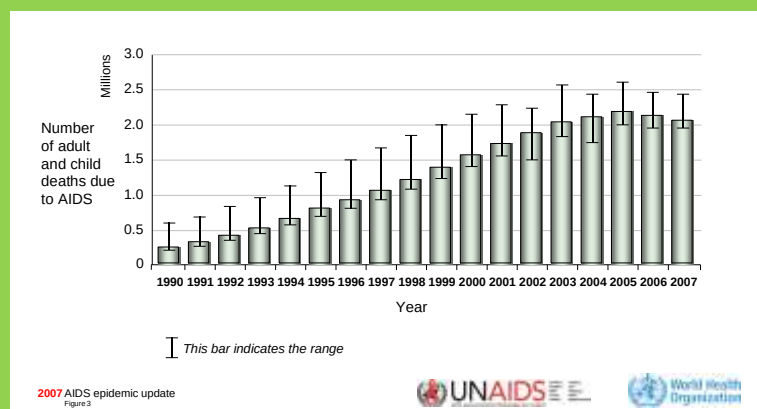


Tableau N° 1 : Nombre de morts du Sida en Afrique du Sud de 1997 à 2005

Année de la mort	Age (années)				Total
	0-9 ans	10-24 ans	25-49 ans	50 ans+	
1997	35 441	22 636	92 796	160 058	316 505
1998	41 172	25 799	114 215	178 763	365 053
1999	41 834	27 686	129 881	178 877	380 982
2000	42 802	29 463	150 149	189 118	413 736
2001	44 876	31 408	172 963	201 738	452 896
2002	50 741	34 381	200 844	211 504	499 494
2003	56 593	37 363	228 819	227 280	552 825
2004	62 212	38 054	242 066	222 231	567 488
2005	67 559	38 221	250 043	232 168	591 213
Augmentation 1997-2005	91%	69%	169%	45%	87%

<http://www.unaids.org/>

"Développement durable" et extension du règne du marché

C'est Jacques Attali, qui, juste avant de s'en aller prodiguer ses conseils à Sarkozy et de fournir à l'UMP sa boîte à idées, nous a chaudement recommandé de relire Marx. Dans le livre III du capital, ce dernier dès le 19^{ème} siècle écrivait ces mots, qui ressortent directement d'une préoccupation de développement durable :

" Du point de vue d'une organisation économique supérieure de la société, le droit de propriété de certains individus sur des parties du globe paraîtra tout aussi absurde que le droit de propriété d'un individu sur son prochain. Une société entière, une nation et même toutes les sociétés contemporaines réunies ne sont pas propriétaires de la terre. Elles n'en sont que les possesseurs, elles n'en ont que la jouissance et doivent la léguer aux générations futures après l'avoir améliorée en boni patres familias (en bons pères de famille)."

Figure N°4: le DD, une grande famille !
le "governator", nouvel adepte et Tony Blair, assurant le lancement de leur "ONG" (The Climate Group, avec BP, ABN-AMRO, Swiss Re, Dow,...), sous le logo de "Beyond Petroleum" (au-delà du pétrole, au-dessus de ça, bien sur, n'est-ce pas....mais dans l'instant ?)

<http://theclimategroup.org/>



"Governator" et l'un de ses dix "Hummer"



Relations avec une grande puissance admirée



La préoccupation n'est donc pas nouvelle. On s'en serait douté. Et, le problème déjà sérieusement posé, on le voit. On pourrait trouver ce même souci, sous une autre forme chez Adam Smith. Car, cela est tout simplement normal, humain, et cette préoccupation naturelle.

Les partisans à tout crin d'un marché, poussé à l'absurde jusqu'aux ultimes limites où il est censé permettre d'extraire un profit, soutiennent que les gens sont plus enclins à prendre soin de ce qu'ils possèdent personnellement. Ce n'est pas la conception de la vie qu'ont les socialistes, dont la conception de l'homme est moins étroite. Les thuriféraires du marché considèrent que, si la dégradation environnementale a lieu, c'est en raison du caractère incomplet de la propriété des droits d'utilisation des ressources naturelles, qui incite à la surexploitation et à l'indifférence. Depuis toujours, ces ressources environnementales étaient la propriété commune de tous. Il faut donc leur associer des droits de propriété et surtout faire en sorte qu'ils soient négociables pour que ces biens soient alloués parfaitement sur la planète et à qui de droit. Selon le même type de raisonnements, fondés sur une foi aveugle dans la vertu rédemptrice du marché et ses pouvoirs magiques, le *trading* des droits à polluer (notamment avec les émissions de carbone et autres gaz à effet de serre) est présenté comme une manière idéale de gérer des ressources limitées et de résoudre par miracle la crise écologique.

En résumé donc, tandis que de belles âmes, soigneusement mises en scène par l'industrie de la communication, affichent leur compassion et leur générosité, les outils divins du marché sont mis en place, en arrière plan, avec le soutien enthousiaste des banques, des fonds d'investissements, des *hedge-funds*, et autres créatures en flanelle grise. Les commissions prélevées au passage, la valorisation de ces divers droits de propriété inventés de toute pièce par leurs soins et pour leurs besoins, les coûts de la spéculation que leur existence permet (notamment, lors des effondrements et des mises en faillite, comblés immédiatement par les contributions involontaires de la clientèle bancaire pour rétablir la rentabilité aux niveaux exigés), les dépenses parasites de publicité chargée de nous en raconter la fantastique (forcément) histoire, sont réglés par les usagers de l'énergie, à qui les surcoûts générés sont évidemment facturés au bout du bout, sans qu'ils puissent y échapper.

Le "développement durable", derrière l'étalage, ne se ramènerait-il plus alors qu'à un minable jeu de *mistigri*, fondé sur une illusion et manipulateur d'espairs, écran peut-être d'un *monopoly* plus vaste, portant lui sur les actifs énergétiques et les stocks de matières premières énergétiques ? Nous posons la question. A suivre donc...de très près ...pour comprendre.

Figure N° 5 : publicités de Shell parues dans le Financial Times en 2002, année du sommet de Johannesburg, et de la fameuse conférence de presse commune du groupe pétrolier avec Greenpeace
Cloud the issue or clear the air ? au second degré, au royaume des mots ?



Figure N° 6 : volatilité et prix du "marché du carbone"



Figure N° 7 : Knut, le célèbre oursin, Léonardo di Caprio, et la couverture des magazines. Depuis que le célèbre oursin du zoo de Berlin a grandi, il semble qu'on s'en approche moins, il aura joué son rôle de peluche, quelques mois suffisaient, sujet suivant...



EDF, GDF et le développement durable

Sous couvert de développement durable, financiarisation et privatisation

La question du développement durable est trop sérieuse, pour être laissée ainsi, à l'état de slogan, ressassé à l'envie par l'industrie de la communication, accompagné des images qui plaisent d'une nature charmante, faite d'oursins et de pandas, ou de la mise en scène divertissante de pseudos-aventures à la Nicolas Hulot. Il se trouve que ce déferlement s'est produit, lorsque les atteintes à l'environnement, la pauvreté, la misère, ont pris une nouvelle dimension au tournant des années 90, alors que le consensus de Washington, autour des objectifs de libéralisation des marchés, de dérégulation, et de privatisation, a pris son essor et se déployait à l'ensemble de la planète. Le Nigéria, la Côte d'Ivoire, l'Argentine, aux avant-gardes de la mise en œuvre des mesures préconisées alors par le FMI et la Banque Mondiale, ont plongé quelques années plus tard dans la crise, les émeutes, la guerre civile.

Dans le même mouvement, était mise en place à la tête du secteur public de l'énergie en France, des hommes politiques pour le conduire à la privatisation. L'excellente réputation internationale d'Electricité de France était utilisée en particulier en Afrique ou en Argentine, pour cautionner la privatisation par la Saur, filiale essentielle du groupe Bouygues, de compagnies d'électricité africaines, en Guinée, en Côte d'Ivoire, avec les résultats que l'on connaît aujourd'hui. En France, étape après étape, le système énergétique voulue par les Français après la guerre et la résistance, construit avec succès depuis, pouvait commencer à être démantelé, démolir avec méthode, pour revenir aux errements des périodes antérieures et à la gestion privée tant regrettée par les banques et le système financier des montants énormes que la collecte des factures d'électricité et de gaz permet de générer de manière récurrente et sûre. Dans cette perspective, la mise en avant exacerbée du "développement durable" devenait un élément de cette stratégie. Les Directions générales d'EDF et de GDF ne se privèrent pas d'y avoir recours de manière intensive. En pilonnant sur le thème, il s'agissait de faire accroire, tandis que les travaux de démolition étaient entrepris et poursuivis à bon train, que les entreprises publiques, en voie de privatisation progressive, continuaient toujours à poursuivre d'autres objectifs plus généreux que celui du seul profit, que ceux du service public seraient tout aussi bien atteints sinon mieux par une entreprise privée. Il fallait faire oublier ces paroles du rapporteur de la loi de 1946 de nationalisation de l'électricité et du gaz :

"Le capital, qui dirigeait l'affaire cède la place à la nation ; [...] le but de l'entreprise est profondément affecté par cette mutation : il ne réside plus dans le profit, mais dans le service public."(Journal officiel 1946, Débats loi de nationalisation et création des entreprises publiques EDF-GDF, rapport de P. Ramadier, p. 1180).

Il fallait surtout banaliser les excellentes performances des entreprises publiques, qui avaient démontré, concrètement, que seule cette forme d'organisation dans le domaine électrique et gazier avaient réussi pour la première fois dans l'histoire à concilier l'efficacité technique et économique, avec la prise en compte d'objectifs sociaux et environnementaux, dans une synthèse exceptionnelle, et d'ailleurs indéniable.

C'est ainsi que dans les mots, et de manière assez répugnante, la notion de "développement durable" s'est retrouvée prise en otage par des Directions peu scrupuleuses et utilisée contre les aspirations qui peuvent s'identifier à cette expression.

Il suffisait d'ajouter à la confusion le montage de quelques opérations philanthropiques, un partenariat médiatique avec Emmaüs et son ministre-compagnon, quelques rachats, hors de prix, de champs d'éoliennes rapidement montés par quelques personnalités politiques régionales bien au fait des politiques de subventions, pour tenter de faire assimiler le mouvement de privatisation au formidable élan qui conduisit à la création d'EDF et de GDF. C'est à une histoire de ce genre qu'il fallait tenter de faire croire. EDF et GDF sont sur le point d'être dissociées et privatisées. Si cela se réalise le "développement durable" y aura perdu une de ses rares incarnations, une réalisation authentique qui donnait à cette notion, largement récupérée et manipulée, un contenu concret et pratique.

Là est la vraie histoire, dont les résultats réellement vécus demeurent, matraquage publicitaire ou non, dans les mémoires et les consciences, comme une preuve vivante du possible pour l'avenir.

Figure N° 8 : les indignations sélectives et les campagnes toutes "médiatiques" et médiatisées de Greenpeace, ici sur le chantier EDF de l'EPR pendant la campagne présidentielle de 2007. Faut-il se souvenir aussi de la conférence de presse commune avec Shell à Johannesburg en 2002 ?



Figure N° 9 : Al Gore, ce héros...

L'ex vice-Président Al Gore et Leonardo di Caprio à la cérémonie des Oscars d'Hollywood. Son film, "une vérité qui dérange", a rapporté 45 millions de dollars, il a vendu 850 000 exemplaires du livre éponyme traduit en 24 langues, il a fondé une chaîne câblée et un fonds d'investissement « vert », préside une fondation pour la protection du climat, siège au conseil d'administration d'Apple, conseille Google... Il organisera le 7 juillet un concert géant sur les sept continents.



"La nationalisation élimine le groupe financier de la gestion, elle ne fait plus du profit l'objet de l'entreprise. Il n'est pas de climat plus favorable à une promotion du travailleur. Il cesse d'être le salarié d'un intérêt privé, pour devenir le serviteur de l'intérêt public. Ainsi son effort tend vers un but, dont il reconnaît la noblesse et acquiert une haute portée morale et sociale. Cette adhésion au but de l'entreprise permet de l'associer à la gestion et non plus seulement au rang subalterne des Comités d'Entreprise. Il ne collabore plus seulement à la direction de l'atelier, au perfectionnement du travail, à la gestion des œuvres sociales. Il n'a plus seulement un droit de regard lointain sur les comptes. Il doit maintenant prendre une part active de l'administration et de la responsabilité."

Paul Ramadier, Président du Conseil, présentant devant l'Assemblée, le 13 mars 1946, les motifs généraux de la loi de nationalisation de l'électricité et du gaz.